



**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE**

Service Risque

Arrêté du 20 MAI 2016

mettant en demeure la société SARL ABRAFER pour son site sis au 38, chemin des Aubépines à ROUXMESNIL-BOUTEILLES.

**La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;**
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 décembre 2015 nommant M^{me}. Nicole KLEIN préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;**
- Vu l'arrêté n° 16-001 du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;**
- Vu les actes antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 06 mai 2004 autorisant la SARL ABRAFER à exploiter un centre de récupération des flexibles de forage et de séparation de leurs constituants (plastiques et métaux ferreux) sis au 38, chemin des Aubépines - 76370 ROUXMESNIL-BOUTEILLES ;**
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à la visite réalisée sur le site de ROUXMESNIL-BOUTEILLES le 1^{er} décembre 2015 ;**
- Vu le courrier transmis par l'exploitant en date du 12 février 2016 relatif à l'activité liée aux flexibles ;**
- Vu l'échéancier quantifié transmis par l'exploitant par courrier en date du 8 mars 2016 et les éléments complémentaires concernant le site de ROUXMESNIL-BOUTEILLES transmis par courrier en date du 13 avril 2016 ;**

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.
21 avenue de la Porte des Champs - 76037 ROUEN CEDEX - ☎ 02 35 52 32 00
Site Internet : <http://www.haute-normandie.developpement-durable.gouv.fr>

Vu le protocole d'accord transactionnel réf. 14-09-118 signé avec la société Flexifrance le 05/02/2015 pour l'évacuation des déchets émanant des opérations de séparation des constituants des flexibles de forage ;

CONSIDERANT

- que l'inspection des installations classées a fait le constat de l'entreposage de déchets métalliques et de véhicules terrestres hors d'usage sur une surface supérieure à 100 m² pour chacun des déchets lors de sa visite du 1^{er} décembre 2015 ;
- qu'une installation d'entreposage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage est soumise au régime de l'enregistrement à partir de 100 m² pour les véhicules terrestres (rubrique n°2712 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement), et qu'une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux est soumise au régime de la déclaration à partir de 100 m² (rubrique n°2713) ;
- que la SARL ABRAFER sur le site de Rouxmesnil-Bouteilles ne détient pas d'autorisation pour la rubrique 2712 ;
- que la SARL ABRAFER sur le site de Rouxmesnil-Bouteilles n'a pas déposé de dossier de déclaration pour la rubrique 2713 ;
- que ces manquements constituent une infraction à la législation sur les installations classées ;
- que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL ABRAFER afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du même code ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er} -

La société SARL ABRAFER dont le siège social est 39, rue de Stalingrad – 76200 DIEPPE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 pour son site de ROUXMESNIL-BOUTEILLES.

Article 2 -

L'exploitant doit évacuer de son site, au plus tard dans un délai de 6 mois, l'ensemble des déchets métalliques et des véhicules hors d'usage.

Les déchets relatifs aux opérations de séparation des constituants des flexibles de forage (plastiques et métaux ferreux) sont, quant à eux évacués, conformément au protocole d'accord transactionnel signé le 05 février 2015 avec la société Flexifrance, sur une période ne pouvant excéder 5 ans au maximum à compter de la date d'entrée en vigueur de ce protocole.

Article 3 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

Article 4 -

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de ROUEN, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de DIEPPE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera notifié à la société SARL ABRAFER et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait à ROUEN, le 20 MAI 2016

Pour la préfète, et par délégation,
le secrétaire général



Yvan CORDIER